



Au sein du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), Célestin Djamen apparaît de plus en plus comme un dissident.

Par [Jeune Afrique](#)

Personnage atypique et ambitieux, Célestin Djamen revendique sa liberté de ton sans craindre d'aller à l'encontre de la ligne officielle du MRC. Si bien qu'aujourd'hui, c'est au sein de son propre parti que ses détracteurs sont les plus nombreux.

Portrait.

Au Cameroun comme ailleurs, les cérémonies officielles sont souvent l'occasion de remobiliser les militants. Ce 13 octobre, la mise à l'eau du nouveau matériel nautique acquis par le Port autonome de Douala n'a pas dérogé à la tradition. Face à un parterre de ministres, de députés, de membres du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir) et même de chefs traditionnels tout spécialement réunis sur le quai de Bonanjo, le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, a longuement insisté sur l'engagement politique du chef de l'État.

Un invité tout de même détonnait ce jour-là : Célestin Djamen, cadre médiatique et controversé

du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC, opposition).

L'affront de trop

Le parti a évidemment peu goûté la présence en ces lieux de son secrétaire national aux droits de l'Homme et à la gouvernance, d'autant que les relations entre le pouvoir et le MRC se sont tendues ces dernières semaines : son leader, Maurice Kamto, est – de fait – assigné à résidence depuis le 20 septembre. Aucune charge ne lui a officiellement été signifiée, mais son domicile de Yaoundé et, depuis cette date, encerclé par les forces de l'ordre.

Par ailleurs, le 22 septembre, près de 500 de ses militants ont été interpellés après avoir manifesté pour demander le départ de Paul Biya. À ce jour, plus des trois quarts d'entre eux sont toujours en détention.

Célestin Djamen, lui, n'a pas participé aux manifestations. Il les a même publiquement dénoncées, au risque d'aller à l'encontre de la ligne officielle du MRC. Et à ceux qui l'accusent d'avoir « trahi » en faisant une apparition sur le quai de Bonanjo, il oppose « sa liberté de choix et de ton » – une indépendance qu'il se dit prêt « à payer le prix qu'il faudra ».

Premiers pas en politique

Né à Douala le 16 janvier 1967 de parents originaires de Bagangté, dans l'ouest bamiléké, Célestin Djamen échappe de justesse à une carrière de prêtre. En 1977, alors que son père, fervent catholique, envisage de le scolariser au séminaire Saint-Paul-de-Nylon, l'adolescent s'y oppose et fait le choix de suivre un parcours académique ordinaire au collège Saint-Michel de Douala.

Cette décision le suivra des années plus tard. Au lycée Joss de Douala, où il poursuit ses études, Célestin Djamen rencontre Lotin Samè et Emmanuel Simh. Des années plus tard, ce sont eux qui, devenus des figures du Social Democratic Front (SDF) et du MRC, l'introduiront dans leurs formations respectives.

C'est en France, où il est arrivé en 1985, que Célestin Djamen fait ses premiers pas en politique. À la faculté de droit (Paris-II Panthéon-Assas) où il est inscrit, il s'engage contre le Front national français, ce qui le conduit au Parti socialiste (PS). En 2007, il bat campagne pour Ségolène Royal face à Nicolas Sarkozy et obtient sa carte de membre du PS.

Célestin Djamen refuse cependant la naturalisation française en prévision de son retour au bercail. Il se rapproche de la diaspora camerounaise et s'engage au sein de la section française du SDF. Il devient également un acteur de la société civile et lance plusieurs associations, dont le Conseil des Camerounais de la diaspora (CCD) qui a déposé début 2010 une plainte pour « recel de détournement de fonds publics » contre le président Biya, soupçonné de s'être indûment constitué un patrimoine immobilier en France.